

AFFAIRE SONATRACH

L'étau se resserre sur Chakib Khelil

La justice veut la tête de Farid Bédjaoui. S'il venait à être remis à Interpol par les autorités émiraties, l'homme d'affaires, d'origine algérienne pourrait faire des révélations sur l'implication de hauts responsables politiques algériens dans les affaires de corruption Sonatrach-Saipem.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Jusqu'où ira le juge Fabio De Pasquale? En charge de l'affaire de ENI-Saipem, le magistrat du parquet de Milan est passé ouvertement à l'offensive en lançant, via Interpol, un mandat d'arrêt international contre Farid Bédjaoui. Installé depuis près de deux années dans l'émirat de Dubaï, l'homme d'affaires n'a aucune possibilité d'échapper à la police.

La notice rouge qui accompagne le mandat d'arrêt implique «la localisation et l'arrestation d'une personne recherchée par une autorité judiciaire ou un tribunal international en vue de son extradition». Les autorités des Emirats arabes unis sont donc tenues de remettre Bédjaoui à Interpol, qui se chargera ensuite de l'extrader vers l'Italie.

A 44 ans, Farid Bédjaoui va «tomber» pour association de malfaiteurs finalisée à la corruption. Il aura moins de chance que son «ami» Chakib Khelil qui a bénéficié d'un «répit» accordé par la justice algérienne suite à la

bévue de la cour d'Alger. Délivré au mois d'août, le mandat d'arrêt international contre l'ancien ministre de l'Energie et des Mines n'a eu aucun effet puisqu'il aurait dû être émis par la Cour suprême du fait du principe de privilège de juridiction dont il jouit.

Mais l'étau se resserre sur Khelil. Bien sûr, ce n'est nullement à l'initiative de la justice algérienne, qui semble avoir oublié de relancer une procédure «correcte». Cette fois-ci, c'est l'action combinée des justices italienne et américaine qui devrait lui être fatale.

Résidant aux Etats-Unis avec les membres de sa famille, Chakib Khelil intéresse au plus haut point les autorités de ce pays. Jeudi, Alberto Chiarini, le directeur financier d'ENI, a fait part d'une demande du département américain de la Justice à propos «d'affaires de corruption présumées» impliquant le groupe italien en Algérie.

A Alger, l'internationalisation de ces scandales semble toujours voilée par l'euphorie du quatrième



Photo : Samir Sid.

L'heure des comptes pour Chakib Khelil.

mandat. En fait, pour les membres les plus influents du «clan présidentiel», Chakib Khelil est une victime. Il serait même «un cadre intègre» si l'on en croit Amar Saâdani. «C'est le DRS. On a fait éclater, soi-disant, le scandale de Sonatrach pour cibler Chakib Khelil qui est l'un des cadres les plus intègres et le plus compétent de l'Algérie. C'est à son époque que Sonatrach a doublé sa production et que le pays a épuré sa dette. La justice algérienne a agi en dehors du cadre

fixé par la loi. En fait, on l'a poussée à le faire. En Algérie, à chaque fois qu'on souhaite liquider un président, on lui invente un scandale. En 1997, c'était le général Betchine et la cible fut Liamine Zeroual.

En 2004, c'est l'affaire Khalifa et la cible fut Bouteflika. En 2014, la cible est la même mais le scandale est différent, il s'agit de Sonatrach, sans omettre l'extradition de Khalifa Abdelmoumen», avait déclaré le secrétaire général du Front de libération nationale

dans une interview accordée au site internet Tout sur l'Algérie au mois de février. Une déclaration qui, quelques jours plus tard, a fait réagir l'ex-ministre de la Justice, Mohamed Charfi.

Ce dernier accuse Saâdani d'avoir pris attache avec lui afin d'innocenter Chakib Khelil. «Si Amar, vous êtes venu, le jour même de votre installation à la tête du FLN, me proposer amicalement de préserver mon poste de ministre de la Justice en m'engageant à extirper Chakib Khelil de l'affaire Sonatrach 2 comme on extirpe un cheveu d'une pâte», a écrit Charfi dans une contribution publiée dans la presse.

Le ministre s'était engagé publiquement à «dévoiler de nouveaux éléments du scandale Sonatrach». Il n'en sera rien. Mohamed Charfi s'est tu depuis. En somme, l'opinion publique algérienne ne doit surtout pas s'attendre à une condamnation de hauts responsables politiques algériens par la justice de leur pays.

L'objectif premier de ce quatrième mandat consiste, en premier lieu, à étouffer toutes les affaires de corruption. Il faudra donc patienter et rester attentif aux actions engagées à l'étranger par les justices indépendantes.

T. H.

L'ÉQUIPEMENTIER FRANÇAIS RENCONTRE DES DIFFICULTÉS

Les projets d'Alstom en Algérie remis en cause ?

Les projets de l'équipementier et fabricant français Alstom en Algérie seraient-ils remis en cause ? Une question légitime, le groupe français rencontrant actuellement des difficultés. Cela même si ce groupe pourrait faire, dès aujourd'hui, l'objet d'un rachat partiel par le constructeur américain General Electric.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Le groupe industriel français Alstom rencontre d'importantes difficultés dont la presse internationale, notamment celle de l'Hexagone, a fait l'écho.

Engagé dans la fabrication de turbines, la réalisation de centrales électriques, éoliennes, la construction de trains et de tramways, l'industriel français pâtit actuellement d'une conjoncture assez difficile, exécrable selon d'aucuns. Certes, les résultats financiers d'Alstom sont bons mais loins d'être excellents et l'équipementier n'est pas en faillite.

L'entreprise affiche ainsi un chiffre d'affaires de 20,3 milliards d'euros, avec un bénéfice de plus de 800 millions d'euros pour l'exercice 2012-2013. Toutefois, les flux de trésorerie d'Alstom, ses cash flows, sont négatifs et inquiètent les marchés.

En effet, les activités d'Alstom ne sont plus aussi florissantes en Europe où la transition énergétique n'encourage plus la construction de centrales à gaz. Il en est de même pour l'installation d'éoliennes terrestres ou en mer, malgré l'expertise d'Alstom dans ce domaine.

Il en est de même pour le matériel ferroviaire, un marché en situation de léthargie en Europe

avec des entreprises ferroviaires qui retardent leurs investissements. Dans ce contexte, l'équipementier français doit œuvrer à reconsolidier son positionnement et pouvoir affronter la concurrence tant allemande (celle de Siemens) ou japonaise (Mitsubishi) qu'américaine, celle du géant américain General Electric.

Or, l'éventualité que le constructeur américain rachète le fleuron de l'industrie française, pour un montant d'au moins 9,4 milliards d'euros, a été soulevée mercredi dernier par l'agence d'information Bloomberg.

Certes démentie telle quelle par le management d'Alstom (réfutant une offre d'achat mais n'évoquant qu'une opération industrielle), cette éventuelle cession a, cependant, impacté sur la cotation boursière de la compagnie (suspension du cours du titre Alstom).

Comme elle a provoqué un branle-bas au niveau du gouvernement français, soucieux de développer des solutions alternatives (telle la fusion avec Siemens, Schneider Electric ou Areva...) et dans la mesure où l'Etat français a déjà participé au sauvetage d'Alstom dès 2004.

Ce faisant, cette cession pourrait être confirmée dès aujourd'hui,



Photo : DR

Alstom présente en Algérie pour l'assemblage de tramways entre autres.

d'hui, quoique à titre partiel, General Electric ne reprenant que les activités d'Alstom liées à l'énergie (équipements pour centrales thermiques, lignes à haute tension...).

Ainsi, GE ne rachèterait que 70% des activités d'Alstom qui maintiendrait alors les activités liées au ferroviaire (métros et trains). Or, ces difficultés ont-elles un impact sur les projets d'Alstom en Algérie ? La question reste posée. Présente en Algérie depuis six décades, la société française y développe une large gamme d'activités industrielles, essentiellement le transport ferroviaire et l'énergie et a initié des partenariats avec des sociétés nationales.

Plusieurs projets et chantiers ont été déjà lancés ou en voie de

l'être par Alstom en matière d'automatisation, électrification et signalisation, l'engineering, la réalisation et la maintenance d'installations électriques, fourniture d'équipements, turbines et transformateurs, ainsi que dans la maintenance et l'assemblage de tramways... Rappelons qu'Alstom est également présente dans le domaine de la sécurisation d'installations pétrolières.

Estimés à plusieurs milliards d'euros, ces projets confortent la présence d'Alstom en Algérie, un marché émergent très attractif au regard des nombreux contrats remportés ces dernières années. De fait, le programme de développement infrastructurel (transport ferroviaire et génération électrique) lancé en Algérie intéresse fortement l'équipementier fran-

çais. Néanmoins, ces projets risquent-ils d'être remis en cause en raison de la conjoncture du groupe français ? Peu évident d'y répondre de manière affirmée. Certes, les difficultés d'Alstom pourraient se répercuter négativement sur ses engagements algériens, en termes de retards, problèmes socioéconomiques et nécessités de changements tactiques et opérationnels, si elles perduraient.

Toutefois, des difficultés qui pourraient être moindres, voire disparaître si la cession d'Alstom à des opérateurs solides, notamment General Electric, était avérée. Notons que aussi bien Alstom que GE sont bien positionnés sur le marché algérien de l'équipement en turbines et la génération électrique.

Par conséquent, une participation renforcée de GE dans le fleuron industriel français ne devrait pas impacter négativement sur les activités d'Alstom en Algérie. A contrario, le partenariat engagé par les compagnies énergétiques nationales (Sonatrach et Sonelgaz) avec Alstom et GE en devrait sortir renforcé, avec une plus-value certaine. De fait, la question dépend de l'identité de l'éventuel partenaire ou repreneur d'Alstom, relèvent des experts du secteur de l'énergie.

Soit, un impact nul ou faible en cas de prise de participation par des compagnies solides et d'autant que les projets ferroviaires ne sont pas concernés, ou un impact négatif le cas contraire échéant.

C. B.